

Liens entre les blocs de compétences (RNCP) et les enseignements en DUCG

UE 1 – Droit des sociétés et des groupements d'affaires

RNCP35526BC02 - Analyse juridique du cadre sociétaire d'une activité économique	Programme national du DCG
<ul style="list-style-type: none"> - Chercher une forme adaptée à la situation patrimoniale de l'entrepreneur. - Analyser les conséquences d'un acte pris par une société en formation. - Identifier les différents éléments constitutifs d'un contrat de société. - Analyser les droits et obligations des différents organes d'une société, selon le statut sociétaire adopté. - Analyser les opérations de contrôle au sein d'une société. - Analyser les opération d'augmentation et de réduction de capital au sein d'une société. - Déterminer les conséquences de l'exercice d'une activité économique par une association ou par une société coopérative. - Identifier l'utilité des autres types de groupements dans certaines situations. - Caractériser la notion de cessation de paiement. - Identifier la procédure adéquate en cas de difficultés financières. 	<p><u>1- L'entreprise en société</u></p> <p>1.1 - La notion de société</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les sources du droit des sociétés. - Repérer les grandes évolutions historiques et économiques ayant donné naissance aux différentes formes sociétaires. - Repérer l'influence du droit européen en droit des sociétés à travers quelques exemples concrets. - Chercher une forme adaptée à la situation patrimoniale de l'entrepreneur (sociétaire, EIRL, entreprise individuelle). <p>1.2 - La société - contrat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les différents éléments constitutifs du contrat de société et les caractériser. - Analyser le régime juridique des apports. - Distinguer bénéfices et dividendes. - Distinguer capital social et capitaux propres. - Analyser l'influence du régime matrimonial de l'associé sur le contrat de société. - Analyser l'impact du débat de la nature juridique de la société sur la notion d'intérêt social. <p>1.3 - La société, personne juridique</p> <p>1.3.1 - la naissance de la société</p> <ul style="list-style-type: none"> - Différencier constitution de la société et acquisition de la personnalité juridique. - Schématiser le processus administratif aboutissant à l'acquisition de la personnalité morale. - Analyser les conséquences d'un acte pris par une société en formation. - Repérer les attributs de la personne morale et en analyser le régime juridique. <p>1.3.2 - le fonctionnement et les contrôles de la société</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyser le fonctionnement interne d'une société et sa représentation vis-à-vis des tiers. - Distinguer la rémunération liée au mandat social, du salaire lié au contrat de travail. - Différencier les conditions et les conséquences de l'engagement de la responsabilité de la société, des dirigeants et des associés. - Apprécier les contrôles internes et externes de l'action du dirigeant et leurs conséquences.

1.3.3 - la disparition de la société

- Identifier les causes de dissolution d'une société.
- Schématiser le processus de dissolution et de liquidation.
- Analyser les conséquences de la dissolution et de la liquidation pour la personne morale.
- Analyser les conséquences de la dissolution et de la liquidation pour les associés.

1.4 - La société sans personnalité juridique propre

- Distinguer les différentes formes de société sans personnalité juridique.
- Identifier les conséquences juridiques associées aux différentes formes de société sans personnalité juridique.

2- Les principaux types de sociétés

- Schématiser et analyser les règles de fonctionnement de chaque forme sociétaire étudiée.
- Rédiger des clauses spécifiques des statuts (clause limitative de pouvoir, clause d'inaliénabilité, clause d'agrément).
- Repérer dans des statuts les clauses non conformes (clause limitative de pouvoir, clause d'inaliénabilité, clause d'agrément, clause de préemption et clause d'exclusion) et les corriger.
- Analyser les opérations de contrôle au sein d'une société : rôles du commissaire aux comptes, contrôle des conventions réglementées, contrôle interne, procédure d'alerte.
- Différencier les principales valeurs mobilières (actions, actions de préférence, obligations) et expliquer leur régime juridique.
- Distinguer les actions et les parts sociales et justifier les conséquences juridiques de cette distinction.
- Analyser les opérations d'augmentation et de réduction de capital.
- Analyser les conditions et les conséquences d'une transformation pour chaque type de sociétés.
- Identifier les causes et les conséquences d'une dissolution spécifiques à chaque type de sociétés.
- Justifier le choix d'une forme sociétaire adaptée à une situation donnée.

3 - Caractériser l'économie sociale et solidaire

- Mettre en évidence à partir d'une documentation l'importance croissante de l'économie sociale et solidaire et son encadrement par la loi.
- Identifier les principes généraux régissant les associations et les sociétés coopératives.
- Déterminer les conséquences de l'exercice par une association d'une activité économique.
- Identifier une structure juridique adaptée à une situation donnée. L'économie sociale et solidaire et le monde des affaires.

4 - Les autres types de groupements (GAEC, EARL, SCI, SCP, SCM)

- Identifier l'utilité de ces groupements dans des situations spécifiques.
- Mettre en évidence les principales règles de fonctionnement de ces groupements.

5 - Prévention et traitement des difficultés

- Différencier le mandat ad hoc de la conciliation.
- Caractériser la notion de cessation des paiements.
- Identifier les conditions d'engagement d'une procédure collective.
- Présenter les acteurs des procédures collectives.
- Schématiser les procédures applicables en fonction du degré de la difficulté rencontrée.
- Déterminer l'issue d'une procédure collective.

6 - Droit pénal des groupements d'affaires

6.1 - La responsabilité pénale

- Identifier la personne pénalement responsable, l'auteur et le complice.
- Associer une peine à une infraction (amende, emprisonnement...).
- Schématiser les grandes étapes de la procédure pénale.
- Mettre en évidence les grandes règles de la procédure pénale.
- Identifier la responsabilité pénale du commissaire aux comptes (CAC).

6.2 - Les infractions de droit commun applicables aux affaires et les infractions spécifiques du droit pénal des sociétés et groupements d'affaires

- Repérer et nommer les éléments constitutifs de chaque infraction.
- Distinguer les infractions de droit commun des infractions spécifiques.

RNCP35526BC03 - Suivi de dossiers clients en matière de droit social	Programme national du DCG
<ul style="list-style-type: none"> - Caractériser une relation de travail salarié. - Identifier les sources de droit applicables à une relation de travail. - Déterminer la juridiction compétence à l’occasion d’un litige du travail. - Choisir le type de contrat de travail adapté à une situation donnée. - Analyser la validité d’un contrat de travail. - Analyser les droits et obligations de l’employeur et du salarié pour accompagner l’employeur dans l’exercice de son pouvoir de direction. - Analyser un bulletin de salaire au regard des règles de droit. - Conseiller l’employeur en matière de mise en œuvre des règles relatives à la protection de la santé des salariés. - Déterminer le mode de rupture d’un contrat de travail dans une situation donnée. - Analyser les conséquences juridiques d’une rupture du contrat de travail. - Vérifier les conditions de validité d’un accord ou d’une convention aux différents niveaux de la négociation. - Analyser les conséquences d’un conflit collectif. - Appliquer la réglementation de la protection sociale dans une situation donnée. 	<p><u>1 - Introduction au droit du travail</u></p> <p>1.1 - Évolutions et sources du droit du travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les principales évolutions récentes du droit du travail et les illustrer. - Repérer les sources du droit applicables à la relation de travail. - Régler un conflit de normes en droit du travail. - Qualifier un contrat de travail. - Distinguer le contrat de travail d’autres situations de travail (bénévolat, entreprise individuelle, sous-traitance, etc.) et en tirer les conséquences juridiques. - Analyser l’interaction entre le droit du travail et l’évolution des contextes économiques. <p>1.2 - Les contrôles de l’application du droit du travail et le contentieux de la relation de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Caractériser l’infraction de travail dissimulé et ses conséquences. - Identifier les missions et moyens d’action des agents de contrôle de l’inspection du travail et des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi (Direccte). - Déterminer la juridiction compétente à l’occasion d’un litige du travail. - Schématiser la procédure prud’homale. - Informer sur la nature et les caractéristiques des modes alternatifs de règlement des différends dans le cadre d’un litige individuel prud’homal. <p><u>2- Aspects individuels du droit du travail</u></p> <p>2.1 La formation et l’exécution du contrat de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la légalité d’un recrutement. - Distinguer pourparlers, offre de contrat de travail et promesse unilatérale de contrat de travail. - Vérifier la formation du contrat de travail et les formalités liées à l’embauche. - Déterminer les principales obligations légales des parties à un contrat de travail. - Qualifier les clauses spécifiques d’un contrat de travail et en apprécier la validité. - Rédiger une clause du contrat de travail et en apprécier l’intérêt. <p>2.2 La diversité des contrats de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Justifier le choix d’un contrat de travail dans un contexte donné. - Vérifier la légalité du motif de recours au CDD ou au CTT. - Comparer le régime juridique du CDD et du CTT. - Identifier les spécificités du portage salarial, du contrat d’apprentissage et du contrat de professionnalisation. - Apprécier l’intérêt du recours au temps partiel pour l’employeur.

2.3 - L'évolution du contrat de travail

- identifier les cas de suspension du contrat de travail et en déduire les principaux effets.
- qualifier une modification du contrat de travail et une modification des conditions de travail, en tirer les conséquences juridiques.
- repérer, dans une situation donnée, une modification de la situation juridique de l'employeur et en tirer les conséquences juridiques pour l'une ou l'autre des parties.

2.4 - Le temps de travail

- Qualifier le temps de travail effectif.
- Préciser le cadre légal et conventionnel du recours aux heures supplémentaires et les obligations de l'employeur en termes de repos et de rémunération, dans une situation donnée.
- Préciser les conditions et les effets du recours à l'aménagement du temps de travail, au travail de nuit et aux conventions de forfait.
- Établir le cadre légal des droits à congés payés.
- Identifier les dérogations au repos dominical et leur régime à partir d'une documentation.
- Évaluer les marges de manœuvre de l'employeur pour faire varier le temps de travail d'un salarié.

2.5 - La rémunération

- Préciser les limites légales et conventionnelles encadrant la fixation de la rémunération.
- Analyser un bulletin de salaire au regard des règles de droit étudiées.

2.6 - La formation du salarié

- Identifier les différentes contributions de l'employeur au financement de la formation.
- Préciser les obligations de l'employeur en matière d'adaptation de ses salariés aux évolutions de l'emploi et leurs conséquences juridiques.
- Repérer les différents types d'actions de formation inscrites dans un plan de formation et comprendre son intérêt pour l'employeur.
- Vérifier les conditions de mobilisation du compte personnel de formation ou d'obtention d'un congé individuel de formation.
- Établir le rôle des différents acteurs de la formation selon le dispositif de formation.

2.7 - Pouvoirs de l'employeur et libertés des salariés

- Vérifier la validité du règlement intérieur.
- Caractériser le degré de gravité d'une faute, déterminer les sanctions associées et la procédure disciplinaire adéquate.
- Apprécier l'étendue du pouvoir de contrôle du juge sur la mise en œuvre du pouvoir de sanction de l'employeur.
- Vérifier le respect par l'employeur des libertés individuelles et fondamentales du salarié dans l'exercice de ses pouvoirs.
- Repérer un cas de discrimination dans le cadre de la relation de travail et en tirer les conséquences juridiques.

2.8 - Pouvoirs de l'employeur et protection de la santé des salariés

- Identifier les instances chargées de la protection de la santé du salarié, et exposer leurs attributions.
- Vérifier la possibilité pour un salarié d'exercer son droit de retrait et/ou son droit d'alerte, dans une situation donnée.
- Analyser l'étendue de l'obligation de sécurité de l'employeur et les sanctions.

2.9 - La rupture du contrat de travail

- Analyser la validité d'un licenciement pour motif personnel.
- Apprécier la possibilité pour l'employeur d'avoir recours au licenciement pour motif économique dans un contexte donné.
- Exploiter une documentation juridique relative aux obligations de l'employeur dans le cadre d'un licenciement pour motif économique.
- Décrire la procédure de validation du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) et ses conséquences.
- Déterminer le mode de rupture adapté à une situation donnée.
- Préciser les conséquences financières d'une rupture du contrat de travail dans une situation donnée.

3 - Aspects collectifs du droit du travail

3.1 - La représentation collective

- Identifier les principales institutions représentatives du personnel et leurs principales attributions.
- Repérer les situations où l'employeur est tenu de mettre en place une institution représentative du personnel.
- Caractériser les syndicats représentatifs et les syndicats non représentatifs et distinguer leurs prérogatives.
- Identifier les salariés protégés et les moyens de leur protection.
- Caractériser le délit d'entrave et ses sanctions.

3.2 - La négociation collective

- Déterminer le champ d'application de l'accord ou de la convention ordinaire, élargi ou étendu.
- Articuler les normes conventionnelles entre elles et par rapport à la loi.
- Identifier les personnes habilitées à négocier des accords d'entreprise en l'absence de délégué syndical.
- Vérifier les conditions de validité de l'accord ou de la convention aux différents niveaux de négociation.
- Analyser la légalité et les effets d'une procédure de dénonciation d'un accord collectif.

3.3 - L'association des salariés aux performances de l'entreprise

- Distinguer participation et intéressement.
- Repérer les situations où l'employeur est tenu de mettre en place la participation.
- Distinguer plan d'épargne entreprise (PEE) et plan d'épargne pour la retraite collectif (Perco).

3.4 - Les conflits collectifs

- Différencier un mouvement illicite et une grève licite.
- Identifier les effets de l'exercice normal du droit de grève.
- Caractériser l'exercice anormal du droit de grève et en tirer les conséquences.
- Identifier une situation contraignante pouvant fonder un lock-out et préciser son régime.
- Caractériser conciliation, médiation et arbitrage.

4 - La protection sociale

4.1 - Introduction au droit de la protection sociale

- Repérer les grandes étapes et principes de la construction du droit de la protection sociale.
- Schématiser l'organisation de la protection sociale : les grands acteurs de la protection sociale et les risques couverts.
- Repérer les sources du droit de la protection sociale.
- Identifier les différents régimes sociaux.
- Identifier le régime auquel une personne est assujettie en fonction de sa situation.

4.2 - Contrôles et contentieux social

- Cerner les missions et moyens d'action des inspecteurs du recouvrement.
- Déterminer la juridiction compétente à l'occasion d'un litige relatif à la Sécurité sociale.

4.3 - Le régime général de la Sécurité sociale

- Identifier les risques couverts et présenter leur régime respectif.
- Distinguer la prise en charge d'un risque selon son origine professionnelle ou non.
- Qualifier un accident du travail, un accident de trajet ou une maladie professionnelle.
- Caractériser une faute inexcusable ou intentionnelle de l'employeur et son incidence pour l'employeur et sur le droit à réparation du salarié.

4.4 - La protection en cas de chômage

- Identifier les conditions d'indemnisation du chômage, les droits et obligations du demandeur d'emploi.
- Apprécier la validité du motif et des modalités de recours à l'activité partielle.

4.5 - La protection sociale complémentaire

- Identifier les institutions et les opérations réalisées par les régimes complémentaires.
- Déterminer si un régime de protection sociale complémentaire est obligatoire ou facultatif.

4.6 - Notions sur d'autres régimes

- Identifier les personnes assujetties.
- Identifier les organismes en charge de ce régime.
- Caractériser le régime social de l'assujetti.

RNCP35526BC06 - Analyse des choix de comptabilisation des éléments d'actifs et de passif	Programme national du DCG
<ul style="list-style-type: none"> - Évaluer et comptabiliser les opérations portant sur les immobilisations corporelles et incorporelles à l'entrée et postérieurement à leur entrée - Analyser les conséquences d'un choix de comptabilisation pour les stocks notamment sur la présentation des comptes annuels, dans une situation donnée - Évaluer et comptabiliser les opérations portant sur les actifs financiers à l'entrée et postérieurement à leur entrée. - Analyser les conséquences d'un choix de comptabilisation, notamment sur la présentation des comptes annuels, dans une situation donnée - Évaluer et comptabiliser les opérations portant sur certains passifs à leur entrée et postérieurement à leur entrée. - Analyser les conséquences d'un choix de comptabilisation - Analyser les conséquences d'un choix de comptabilisation en matière de charges et de produits, notamment sur la présentation des comptes annuels, dans une situation donnée 	<p><u>1 - Profession et normalisation comptable</u></p> <p>1.1 - Profession comptable</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les modalités d'exercice de la profession, ses missions et ses responsabilités. - Expliquer les rôles des organisations professionnelles et le statut de leurs membres. - Appliquer les règles déontologiques à respecter par les experts-comptables et les commissaires aux comptes, dans une situation donnée. <p>1.2 - Normalisation comptable</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les normalisateurs internationaux et nationaux, analyser leurs rôles. - Positionner le Plan comptable général (PCG) dans le contexte évolutif de la normalisation internationale. - Identifier les principes fondamentaux de la comptabilité et justifier le rôle d'un cadre conceptuel. - Citer les référentiels comptables applicables en France. <p><u>2- Actif</u></p> <p>2.1 - Caractériser les différentes catégories d'actif.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exposer les conditions d'activation. - Exposer les principes d'évaluation des actifs. - Principes généraux <p>2.2 - Immobilisations corporelles et incorporelles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier et distinguer les immobilisations corporelles et incorporelles. - Exposer et appliquer les règles d'inscription à l'actif, d'évaluation et d'enregistrement des immobilisations corporelles et incorporelles. - Évaluer et comptabiliser les opérations portant sur les immobilisations corporelles et incorporelles à l'entrée et postérieurement à leur entrée. - Analyser les conséquences d'un choix de comptabilisation, notamment sur la présentation des comptes annuels, dans une situation donnée. - Présenter les informations à fournir en annexe. <p>2.3 – Stocks</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exposer et appliquer les règles d'inscription à l'actif, d'évaluation et d'enregistrement des stocks. - Évaluer et comptabiliser les opérations portant sur les stocks à l'entrée et postérieurement à leur entrée. - Analyser les conséquences d'un choix de comptabilisation notamment sur la présentation des comptes annuels, dans une situation donnée. - Présenter les informations à fournir en annexe.

2.4 - Actifs financiers

- Identifier et caractériser les différentes catégories d'actifs financiers.
- Exposer et appliquer les règles d'inscription à l'actif, d'évaluation et d'enregistrement des titres.
- Évaluer et comptabiliser les opérations portant sur les actifs financiers à l'entrée et postérieurement à leur entrée.
- Analyser les conséquences d'un choix de comptabilisation, notamment sur la présentation des comptes annuels, dans une situation donnée.
- Présenter les informations à fournir en annexe.

3 - Passif

3.1 - Capitaux propres

- Exposer et appliquer les règles relatives aux opérations de variation des capitaux propres des sociétés selon leur forme juridique.
- Analyser les opportunités et les risques d'une modalité d'augmentation de capital, et/ou d'affectation du résultat.
- Évaluer et comptabiliser les variations de capitaux propres dans les comptes individuels.
- Analyser les conséquences d'un choix de comptabilisation, notamment sur la présentation des comptes annuels, dans une situation donnée.
- Présenter les informations à fournir en annexe.

3.2 - Passif externe

- Caractériser les différentes catégories de passif.
- Exposer et appliquer les conditions d'inscription au passif.
- Évaluer et comptabiliser les opérations portant sur certains passifs à leur entrée et postérieurement à leur entrée.
- Analyser les conséquences d'un choix de comptabilisation, notamment sur la présentation des comptes annuels, dans une situation donnée.
- Présenter les informations à fournir en annexe.

4 - Charges et produits

- Exposer et appliquer les traitements comptables relatifs au rattachement des charges et des produits.
- Évaluer et comptabiliser les opérations citées et plus particulièrement celles se déroulant sur plusieurs exercices.
- Analyser les conséquences d'un choix de comptabilisation, notamment sur la présentation des comptes annuels, dans une situation donnée.
- Présenter les informations à fournir en annexe.

5 - Entités spécifiques

- Exposer les spécificités propres aux associations et aux collectivités territoriales.
- Citer les principales particularités comptables des associations et des collectivités territoriales.
- Évaluer et comptabiliser les principales opérations.

RNCP35526BC07 - Conception des outils nécessaires au suivi de l'activité en vue d'améliorer sa performance	Programme national du DCG
<ul style="list-style-type: none"> - Construire un modèle de coûts - Choisir une méthode de calcul de coût adaptée - Prise en compte dans le calcul de coûts des aléas liées à un contexte incertain - Distinguer et caractériser les différents centres de responsabilités. - Comparer plusieurs configurations budgétaires - Concevoir un budget des approvisionnements en tenant compte des solutions d'approvisionnement - Rédiger une note de synthèse sur les écarts calculés - Établir un bilan et un compte de résultat prévisionnel - Exploiter les outils de gestion de la qualité. - Rédiger une note de synthèse sur la gestion de la qualité et identifier des solutions aux éventuels problèmes détectés. - Concevoir un tableau de bord de gestion. - Commenter un tableau de bord de gestion. 	<p><u>1 - Le positionnement du contrôle de gestion et l'identification du métier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier le rôle et la place du contrôle de gestion en fonction des caractéristiques de l'organisation (taille, activité, environnement) et du type d'activité (production, service). - Distinguer les différentes définitions de la performance. - Caractériser la notion de pilotage. <p><u>2 - La détermination et l'analyse des coûts comme réponse à différents problèmes de gestion</u></p> <p>2.1 - La construction des modèles de coûts</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les coûts, marges et résultats à calculer. - Justifier l'existence des différences d'incorporation. - Justifier la nécessité d'adapter les périmètres de calcul de coûts à l'activité de l'entité et aux besoins d'informations des décideurs. - Analyser les liens entre la comptabilité financière et la comptabilité de gestion. <p>2.2 - Le choix d'une méthode de calcul de coûts</p> <ul style="list-style-type: none"> - Calculer et interpréter des coûts, des marges et des résultats dans un contexte donné. - Apprécier les intérêts et limites des méthodes de calcul de coûts afin de choisir celle(s) adaptée(s) au contexte de gestion. - Calculer et interpréter des indicateurs du risque d'exploitation afin d'identifier des problèmes et de proposer des solutions de gestion adaptées. - Rédiger un argumentaire afin de conseiller le décideur. <p>2.3 - La prise en compte de données aléatoires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Calculer et interpréter une espérance et un écart sur type de ventes, coûts, marge et résultat, pour un ou plusieurs produits. - Identifier la loi de probabilité adaptée à une situation de gestion donnée puis calculer et interpréter les probabilités. - Déterminer et interpréter le seuil de rentabilité en avenir aléatoire. <p><u>3 - La gestion budgétaire</u></p> <p>3.1 - La structuration de l'organisation et la gestion budgétaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Distinguer et caractériser les différents centres de responsabilités. - Proposer des indicateurs associés à un centre de responsabilités pour en évaluer la performance. - Comparer plusieurs configurations budgétaires.

3.2 - Les outils et procédures de la gestion budgétaire

- Identifier une organisation budgétaire adaptée.
- Déterminer et appliquer une méthode adaptée à des calculs de prévisions commerciales pour conseiller le décideur.
- Élaborer et résoudre une programmation de la production à l'aide de la programmation linéaire ou de l'ordonnancement.
- Déterminer le programme optimal d'approvisionnement en avenir certain et le stock optimal en avenir aléatoire.
- Concevoir un budget des approvisionnements en tenant compte des solutions d'approvisionnement.
- Déterminer et commenter une masse salariale prévisionnelle et ses évolutions.
- Rédiger une note de synthèse sur la politique salariale.
- Distinguer l'écart relatif à la production prévue de l'écart relatif à la production constatée, établir le lien entre les deux et commenter.
- Rédiger une note de synthèse sur les écarts calculés
- Établir un bilan et un compte de résultat prévisionnel

4 - Les outils d'amélioration des performances

- Identifier les avantages et les inconvénients du coût cible et mettre en œuvre cette méthode dans un contexte donné.
- Exploiter les outils de gestion de la qualité.
- Rédiger une note de synthèse sur la gestion de la qualité et identifier des solutions aux éventuels problèmes détectés.
- Concevoir un tableau de bord de gestion.
- Commenter un tableau de bord de gestion.